

"Nous souhaitons un crédit d'impôt investisseur numérique pour les commerçants"

INTERVIEW William Koeberlé, président du Conseil de commerce de France, déplore que ce secteur qui emploie 3,5 millions de personnes soit délaissé par les candidats. Il présente les propositions de son association pour maintenir ces emplois.

Président du Conseil de commerce de France depuis l'an dernier, également président de la Fédération française de la parfumerie sélective (FFPS) et de la Fédération européenne des parfumeurs détaillants (FEPD), après avoir dirigé Marionnaud, William Koeberlé profite de l'entre deux tours pour rappeler le poids du commerce en France, et suggérer des pistes de réforme pour le moderniser... tout en sauvant des emplois.

Les candidats à la présidentielle se sont-ils suffisamment intéressés au commerce?

Non. Je les ai entendus parler des entreprises en général, et d'agriculture, mais pas de commerces ou de services. Pourtant, le commerce représente 3,5 millions de salariés! C'est davantage que l'industrie, et ses 3,1 millions de salariés, et l'agriculture, qui en compte 1 million. Nous avons créé 24.500 emplois en 2015 et 20.000 en 2016. Le CICE a redonné une bouffée d'oxygène. Mais le commerce connaît une révolution liée à plusieurs enjeux.

En quoi consiste cette révolution?

C'est la première fois que le commerce, qui s'est toujours adapté, connaît trois révolutions d'un coup. La première, c'est le smartphone. Les ventes sur mobile commencent à peser. Elle représentent 40% dans les produits culturels, 20% dans le jouet, 15% dans le textile. Quand, en tant que commerçant, vous perdez 15% du chiffre d'affaires de votre magasin, les conséquences sont lourdes! La deuxième révolution, c'est la numérisation des données. Elle a commencé par la comptabilité, les tâches administratives, avant de passer à l'encaissement automatique ou à l'utilisation de drones pour automatiser les inventaires des entrepôts. Cette numérisation entraîne des répercussions sur l'emploi. Enfin, la troisième révolution, c'est la robotisation. Le coût des robots a diminué, alors que celui du travail a augmenté, pour finalement devenir équivalents. Ces trois éléments peuvent avoir des conséquences sur 3,5 millions de Français.

Que préconisez-vous pour préserver ces emplois?

Tout d'abord, nous demandons que le CICE soit intégré au niveau des charges salariales pour diminuer le coût du travail. Le second enjeu, c'est l'équité fiscale. Aujourd'hui, face à la croissance des ventes en ligne, un commerçant peut voir son chiffre d'affaires baisser alors que dans le même temps, les impôts sur le foncier augmentent. La TASCOM (NDLR: taxe sur les surfaces commer-

ciales) a ainsi crû l'an dernier. Quant aux impôts fonciers, ils ont été revus sans qu'il n'y ait eu d'études d'impact. Ce que nous demandons, c'est un moratoire. D'autres acteurs ne paient en aucune façon des impôts fonciers. Nous demandons une équité fiscale. L'objectif n'est pas de s'opposer aux ventes digitales! Le client a envie d'aller à la fois en centre-ville, en périphérie et sur internet. La seule chose que nous demandons, c'est qu'il n'y ait pas de discrimination.

Enfin, il faut moderniser l'ensemble de l'appareil commercial. La digitalisation, il faut que l'ensemble du commerce puisse s'en emparer. Nous souhaitons l'équivalent du crédit impôt recherche au niveau du commerce, avec la création d'un crédit d'impôt investisseur numérique. Applicable à tous les commerçants, ce crédit leur permettrait de moderniser et digitaliser leurs magasins.



<https://www.challenges.fr/assets/img/2017/05/04/cover-r4x3w1000-590afb4682ca2-photo-wk-cdcf.jpg>

William Koeberlé, président du Conseil du Commerce de France CdCF.

